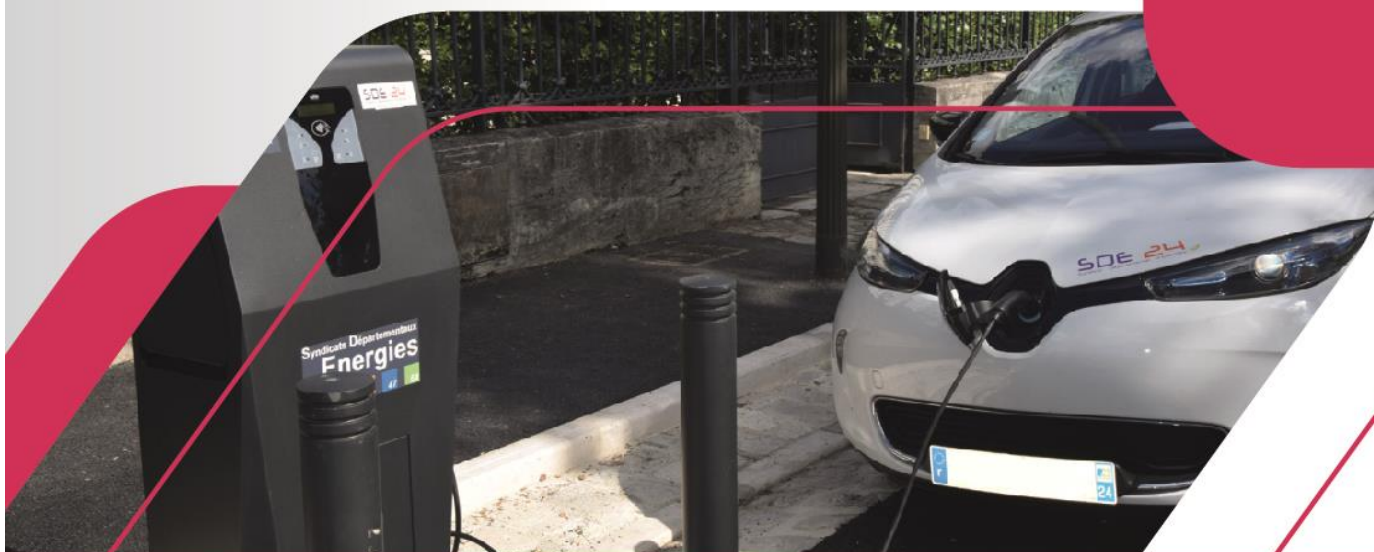


Règlement d'intervention IRVE

Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques

Approuvé par le Comité syndical
du 01/06/2022



Sommaire

Table des matières

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	4
Article 1.1 : Objet	4
Article 1.2 : Procédure d'instauration de la compétence	Erreur ! Signet non défini. 4
CHAPITRE 2 – INVESTISSEMENT : FOURNITURE, POSE ET RACCORDEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CHARGE	5
Article 2.1 : Définition travaux d'investissement	5
Article 2.2 : Choix des implantations	5
Article 2.3 : Mise à disposition du domaine public	6
CHAPITRE 3 – GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES DE CHARGE	6
Article 3.1 : Rôle des communes	6
Article 3.2 : Cas d'urgence, réparations et continuité de service	7
Article 3.3 : Supervision, dépannage et réparation	7
Article 3.4 : Autres opérations de maintenance et d'entretien	7
Article 3.5 : Dommages causés aux infrastructures	8
Article 3.6 : Cartographie et suivi du patrimoine	8
CHAPITRE 4 – EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE	8
Article 4.1 : L'accès des électromobilistes aux infrastructures de recharge	8
Article 4.2 : La fourniture d'électricité	9
CHAPITRE 5 – MODELE ECONOMIQUE POUR L'INVESTISSEMENT	9
Article 5.1 : Déplacement de bornes	9
Article 5.2 : Financement du renouvellement des bornes déployées avant 2021	9
Article 5.3 : Nouveaux investissements, en dehors du plan de déploiement initial du SDE 24	10
Article 5.4 : déplacement d'une borne sur demande de la commune	10
Article 5.5 : Modernisation des bornes	11
Article 5.6 : Financement du fonctionnement	11
Article 5.7 : Recouvrement des contributions	11
Article 5.8 : Rapport annuel d'exploitation	11
CHAPITRE 6 – SCHEMA DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES IRVE	11

Préambule

Afin de contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre et de participer à l'amélioration de la qualité de l'air, le SDE 24 œuvre depuis 2015 en faveur du développement des véhicules électriques.

La loi Grenelle II a confié aux communes, ainsi qu'à leurs groupements, la compétence du déploiement des infrastructures de recharge. Le déploiement de ces infrastructures publiques a pour objectif d'encourager les automobilistes à investir dans l'électromobilité en les rassurant grâce à un maillage régulier d'infrastructures. En effet, le développement à grande échelle du véhicule électrique en France suppose que des infrastructures de recharge soient disponibles pour les usagers. Si l'essentiel des recharges se fera au domicile ou sur les lieux de travail, la disponibilité de bornes de recharge en accès public est jugée indispensable pour assurer l'utilisateur contre le risque d'autonomie insuffisante.

Afin d'assurer la construction d'un maillage départemental cohérent, le SDE 24 s'est doté de la compétence « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » en 2012 et a proposé aux communes de lui déléguer cette compétence.

Pour favoriser ce déploiement équilibré et efficace, le Comité syndical a décidé, dès 2015, de prendre en charge financièrement l'investissement et l'exploitation de la première phase de déploiement de la Dordogne.

Le déploiement des 151 bornes à partir de 2016, permet en 2022 d'avoir une vision claire du fonctionnement de ces bornes, des besoins des utilisateurs et de la forte montée en charge de l'électromobilité. Aussi, les demandes supplémentaires d'implantation, la modernisation des équipements, le prochain renouvellement doivent désormais être réfléchis et actés afin qu'ils s'inscrivent dans une coproduction et un co-investissement avec les communes. Ainsi, le Comité syndical est appelé le 2 mars 2022 à définir une nouvelle donne IRVE.

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1 : Objet

L'article 4.6 des statuts du SDE 24 approuvés le 11 octobre 2012 et par arrêté préfectoral du 11 octobre 2013 autorise l'exercice de la compétence « Infrastructures de charge pour véhicules électriques » selon les termes suivants :

"Le Syndicat peut exercer, à la demande de ses membres, la compétence prévue à l'article L. 2224-37 du CGCT relative à :

- la création et l'entretien, sur leur territoire, des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables,*
- la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;*
- l'exploitation des infrastructures peut comprendre l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge."*

Le présent document a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières d'exercice de cette compétence.

Conformément aux dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi "liberté et responsabilités locales", l'investissement et le fonctionnement doivent être exercés par la même personne publique. Ainsi, la compétence « IRVE » est composée des domaines indissociables suivants : maîtrise d'ouvrage des investissements, maintenance et fonctionnement des infrastructures.

En contrepartie de la compétence exercée par le SDE 24, celui-ci est autorisé à percevoir directement auprès des collectivités et des usagers du service les contributions fixées par le comité syndical du SDE 24.

Article 1.2 : Procédure d'instauration de la compétence

Le transfert de la compétence au SDE 24 intervient par **délibérations concordantes** de l'organe délibérant du membre concerné et du comité syndical du SDE 24.

Par ce transfert, la collectivité membre accepte sans réserve les présentes conditions techniques, administratives et financières d'exercice de la compétence par le SDE 24, telles que fixées par le comité syndical.

Les conditions de reprise des compétences sont définies dans les statuts du SDE 24.

Le transfert de compétence entraîne, de plein droit, la mise à disposition du SDE 24, à titre gratuit, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence transférée. En application de ces dispositions, les infrastructures de recharge existantes sur le territoire communal lors du transfert de compétence font l'objet, préalablement à leur mise à disposition, d'une évaluation portant sur :

- l'état technique des installations et leur coût éventuel de remise aux normes ou en état,
- les capacités d'interopérabilité avec les autres infrastructures de recharge (identification, monétique...).

La mise à disposition de ces infrastructures de recharge dans le cadre du transfert de la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques » sera constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre le SDE 24 et le membre qui a transféré la compétence au vu de cette évaluation.

La mise à niveau de la borne sera financée par la commune afin qu'elle présente les caractéristiques techniques requises ainsi que l'interopérabilité.

Le SDE 24 se réserve néanmoins la possibilité de refuser le transfert des biens s'il advenait que les caractéristiques techniques et les possibilités d'interopérabilité de ceux-ci étaient trop éloignées des standards requis.

CHAPITRE 2 – INVESTISSEMENT : FOURNITURE, POSE ET RACCORDEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CHARGE

Article 2.1 : Définition travaux d'investissement

Les travaux d'investissement portent sur la création ou le renouvellement d'infrastructures de recharge. Ils sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du SDE 24. Ils comprennent les opérations de :

- fourniture et pose d'une infrastructure de recharge, avec si nécessaire protection mécanique,
- génie civil, dont raccordement au réseau de distribution publique d'électricité,
- aménagements, intégrant la réalisation des signalétiques horizontales et verticales,

Article 2.2 : Choix des implantations

Afin d'établir un maillage cohérent du territoire départemental, mais aussi de répondre aux besoins liés au développement de l'électromobilité ainsi qu'à la complémentarité avec les opérateurs en charge de la mobilité et les aménageurs privés, le SDE 24 décide du nombre d'infrastructures de recharge et des communes d'implantation à minima en fonction des 6 critères suivants et à partir de 2023, en fonction des conclusions du schéma directeur départemental des IRVE :

- ☐ Visibilité : borne positionnée sur un axe passant, une place centrale
- ☐ Proximité des services : Pour une utilisation efficace de ces infrastructures, il est préférable que la charge des véhicules se fasse en temps masqué. Pour permettre un temps de recharge significatif (> 1 heure), une implantation à proximité des commerces, services (restaurants, hôtels...), services publics, sites touristiques ou zones d'activités sera recherchée.
- ☐ Mise à disposition du site par la commune / entretien régulier (cf. article 2.3)
- ☐ Distance à la prochaine borne : pour un maillage régulier et donc rassurant
- ☐ Fréquentation de la borne la plus proche : plus de proximité entre 2 bornes est nécessaire lorsqu'il y a risque de saturation
- ☐ Proximité du réseau électrique : un simple branchement est à privilégier à une extension. Le réseau public de distribution électrique devra être en capacité d'absorber le nouvel appel de puissance. Si le réseau existant risque d'être mis en contrainte et nécessite des travaux importants de renforcement, un autre emplacement compatible sera recherché.

La localisation précise des bornes dans les communes est choisie en concertation entre le SDE 24 et la commune.

Article 2.3 : Mise à disposition du domaine public

Dans le cadre de la création de nouvelles bornes de recharge, la collectivité membre concernée par l'implantation d'un tel équipement sur son territoire met à disposition du SDE 24, les terrains nus ou aménagés nécessaires à l'exercice de la compétence transférée, à titre gratuit et exonéré de la RODP (Redevance d'Occupation du Domaine Public) le cas échéant et pendant la durée d'exploitation de l'ouvrage.

Le site mis à disposition gratuitement par la commune est positionné en dehors des zones probables d'inondation. Il est d'une surface d'au moins 35 m², permettant d'accueillir simultanément deux véhicules. Le site est éloigné des dépôts de déchets. L'emplacement permet d'implanter la borne pour qu'elle soit accessible aux personnes à mobilité réduite. L'emplacement est mis gratuitement à disposition de l'utilisateur de la borne. Ces terrains devront être accessibles 24 heures sur 24 par tout usager. La collectivité membre s'engage à ce que le stationnement des véhicules électriques et hybrides rechargeables soit gratuit durant le temps de charge. La commune s'engage à entretenir régulièrement afin que le site reste propre et non encombré. Elle informera le SDE 24, le mail de contact **mobive@sde24.fr** :

- si elle rend inaccessible la borne de façon ponctuelle (marché, manifestation diverse ou travaux). Le SDE 24 indiquera alors aux usagers l'indisponibilité de la borne
- si la borne est en panne.

Cette mise à disposition est formalisée par la signature d'une convention établie contradictoirement entre le SDE 24 et la personne publique ou privée concernée.

CHAPITRE 3 – GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES DE CHARGE

La bonne disponibilité des bornes est un élément indispensable au confort des électromobilistes. La qualité de l'exploitation est ainsi un des éléments importants du projet. Le SDE 24 est tenu de prendre les dispositions appropriées pour assurer la continuité et la qualité du service.

Article 3.1 : Rôle des communes

La collectivité membre s'interdit formellement toute intervention sur les infrastructures sans l'accord préalable du SDE 24. En cas d'inobservation, la responsabilité du SDE 24 ne saurait être retenue si un accident ou un dysfonctionnement se produisait sur l'installation. Les frais occasionnés par d'éventuelles détériorations du matériel seront répercutés à la commune.

Comme stipulé au 2.3, à proximité immédiate des infrastructures, l'installation provisoire ou à demeure de matériels ou l'organisation de manifestations ou de travaux doivent faire l'objet d'un accord préalable du SDE 24 permettant de qualifier la borne comme indisponible sur la supervision et ainsi de communiquer cette information auprès des usagers. L'adresse mail de contact est : **mobive@sde24.fr**

En cas de non-respect, la commune pourra être amenée à se justifier auprès de l'utilisateur.

La collectivité a à sa charge les travaux d'entretien des emplacements qu'elle met à disposition du SDE 24 pour l'implantation des IRVE. Cet entretien n'entre donc pas dans la mission du SDE 24.

Article 3.2 : Cas d'urgence, réparations et continuité de service

Le SDE 24 a la faculté d'interrompre le service pour toutes opérations d'investissement, de mise en conformité ou de maintenance du réseau, dont il est maître d'ouvrage ainsi que pour les réparations urgentes que requiert le matériel. Dans les circonstances exigeant une intervention immédiate, le SDE 24 est autorisé à prendre d'urgence les mesures nécessaires. Ses représentants ou prestataires reçoivent toutes facilités de la part de la collectivité adhérente.

Le SDE 24 a la charge d'organiser l'exploitation des infrastructures de charge pour véhicules électriques. Pour ce faire, il s'engage à réaliser les prestations correspondantes par ses moyens propres et/ou par des entreprises et des prestataires spécialisés choisis par voie de marchés publics, lancés par le SDE 24 ou en groupement avec ses partenaires.

L'entretien des infrastructures de charge comprend :

- ☐ Les prestations de dépannage et réparation y compris en cas de sinistre (cf. article 3.3),
- ☐ Toute autre opération nécessaire au bon fonctionnement des infrastructures (cf. article 3.4).

Article 3.3 : Supervision, dépannage et réparation

Supervision

Pour faciliter le repérage des dysfonctionnements, chaque infrastructure est dotée d'un système de communication (type GSM, GPRS, 2G, 3G, 4G, 5G, fibre ou filaire Ethernet) qui permet de renvoyer des informations vers un dispositif de supervision. Ainsi, le SDE 24 sera informé, en direct ou via le superviseur, à tout moment de la disponibilité et de la plupart des défauts de fonctionnement des infrastructures.

Les types de dépannages et délais d'intervention sont les suivants :

Le dépannage d'urgence s'applique lorsque la sécurité des usagers n'est plus assurée (exemple : enveloppe de l'infrastructure endommagée et laissant apparaître des pièces électriques) ou lorsqu'un utilisateur est bloqué en pleine charge. Le superviseur, informé par la supervision ou par l'utilisateur, missionne directement le mainteneur, qui dispose d'un délai de 2 heures pour intervenir.

Le dépannage ordinaire s'applique pour les dysfonctionnements qui ne remettent pas en cause la sécurité des personnes. Ce type d'intervention doit avoir lieu dans un délai raisonnable. Pour des raisons tenant à la nature des travaux ou aux possibilités de mise en œuvre, ce délai peut être dépassé.

La panne est déclarée soit directement par la supervision, soit par l'utilisateur, qui appelle le superviseur. Si le superviseur ne peut pas agir à distance, il en informe, aux heures et jours ouvrés, le SDE 24 qui agit en direct via la régie, soit commande une prestation au mainteneur.

Article 3.4 : Autres opérations de maintenance et d'entretien

Sans aucun dysfonctionnement constaté, le SDE 24 programme, au titre d'opérations de maintenance préventive, des interventions sur les infrastructures de charge, notamment pour :

- ☐ effectuer un nettoyage des infrastructures,
- ☐ mettre à jour les logiciels,
- ☐ effectuer les vérifications électriques des infrastructures.

Article 3.5 : Dommages causés aux infrastructures

Les dommages consécutifs à un accident, à un acte de vandalisme ou à un événement climatique sont gérés par le SDE 24 informé par la commune qui :

- Prévient le SDE 24
- Prend toutes mesures adaptées pour assurer la sécurité des lieux dans l'attente de l'intervention du SDE 24 ou du mainteneur.
-

3 cas de figure :

1. Le tiers est identifié et se déclare :

La collectivité adhérente informe le SDE 24 du dommage en lui fournissant l'identité du tiers et les coordonnées de son assureur (constat amiable d'accident). Le SDE 24 traite directement le dossier. Les travaux sont alors réalisés par le SDE 24 et financés par l'assureur du tiers (ou le tiers lui-même s'il en fait le choix).

2. Le tiers est identifié et ne se déclare pas :

La collectivité adhérente porte plainte et déclare au SDE 24 le dommage. Si le tiers est reconnu responsable du dommage, le dossier est traité de la même façon que le cas précédent. Si le tiers n'est pas reconnu responsable, les travaux sont alors réalisés et financés par le SDE 24.

3. Le tiers n'est pas identifié :

La collectivité adhérente porte plainte et déclare au SDE 24 le dommage, les travaux sont alors réalisés et financés par le SDE 24.

Article 3.6 : Cartographie et suivi du patrimoine

Le SDE 24 élabore puis actualise, en fonction de l'évolution des installations, une cartographie numérique géo-référencée des ouvrages.

Comme le prévoit la réglementation, le SDE 24 se charge de :

- ☐ déclarer les ouvrages auprès du guichet unique et de répondre aux DT (déclaration de travaux) et DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux),
- ☐ déclarer les ouvrages sur le site data.gouv.fr.

CHAPITRE 4 – EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE

Article 4.1 : L'accès des électromobilistes aux infrastructures de recharge

L'infrastructure de recharge pour véhicules électriques doit être **accessible aux usagers 24h sur 24h, tous les jours de l'année.**

Le SDE 24 adhère au réseau Mobive. Ces bornes sont donc accessibles aux adhérents du réseau Mobive qui dispose d'un badge Mobive. Cette adhésion annuelle leur donne droit à un tarif privilégié. Pour les électromobilistes non adhérents au réseau Mobive, il est possible de s'identifier sur l'infrastructure, directement

s'ils sont membres d'un réseau ayant signé les accords d'itinérance sur la plateforme Gireve ou via l'application Mobive.

Le système d'identification sera éventuellement couplé avec un système de paiement.

Quelle que soit la borne et quel que soit le lieu, le réseau d'infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables construit et exploité par le SDE 24 devra accueillir tout usager, soit venant d'un réseau partenaire, soit accédant directement par l'application. En conséquence, chaque usager identifié pourra bénéficier du service de recharge sur la totalité des infrastructures exploitées par le SDE 24 sur son territoire.

En cas de difficulté, l'utilisateur pourra contacter directement le superviseur au **0811 23 01 23**. Celui-ci lui apportera une aide directe ou contactera le SDE 24 pour une intervention en présentiel.

Article 4.2 : La fourniture d'électricité

Chaque borne dispose de son compteur propre. Les contrats de fourniture d'électricité sont au nom du SDE 24. Les consommations d'énergie afférentes aux bornes sont donc facturées au SDE 24.

CHAPITRE 5 – MODELE ECONOMIQUE POUR L'INVESTISSEMENT

Article 5.1 : Déplacement de bornes

Le nombre de charges sur chaque borne est quantifié. La fréquentation des bornes est suivie mensuellement borne par borne. Une cartographie départementale de fréquentation des bornes permet de disposer d'un outil d'aide à la décision objectif basé sur l'usage et l'évolution de l'usage des bornes déployées. Ce top 150 met notamment en évidence les bornes les moins utilisées.

Il est considéré que les bornes utilisées moins de 10 fois par an et ne bénéficiant pas, sur 3 ans, d'une évolution au moins égale à la moyenne d'évolution de l'ensemble des bornes seront déplacées, soit au sein même de la commune soit sur une autre commune. C'est la commission mobilité, qui décidera des nouvelles implantations, après avoir rencontré le Maire de la commune.

Le SDE 24 prendra à sa charge ce déplacement.

Article 5.2 : Financement du renouvellement des bornes déployées avant 2021

La montée en charge de l'électromobilité est désormais effective et l'utilisation des bornes installées est quantifiable et en augmentation constante. Aussi, le renouvellement répond à un besoin identifié et à l'attractivité de la commune.

Pour cette raison, ce renouvellement des bornes devenues obsolètes est co-financé par la commune et le SDE 24. Le SDE 24 organisera l'achat et la pose, en conservera la propriété, mais appellera auprès de la commune une participation de 50% sur le montant HT et après avoir perçu d'éventuels financements.

La commande par le SDE 24 est conditionnée à la décision favorable de l'organe délibérant de chaque collectivité membre.

Article 5.3 : Nouveaux investissements, en dehors du plan de déploiement initial du SDE 24

Candidature et instruction

Les communes doivent déposer une demande écrite auprès du SDE 24 à la suite d'un appel à candidature lancé par le SDE 24. Le cas échéant, des éléments complémentaires seront demandés afin de mieux appréhender le projet présenté, et de faciliter ainsi son instruction.

La candidature est instruite par la commission compétente du SDE 24. Composée d'élus et des services compétents du SDE 24, elle sera en charge de valider l'éligibilité des demandes effectuées par les communes au regard des règles et des priorités édictées par le Comité Syndical.

Sur les bases d'une étude technique et d'une estimation prévisionnelle présentée par les services du SDE 24, et dans le cadre des ressources disponibles, la Commission, réunie autant que de besoin, validera la liste des demandes communales qu'elle aura jugé recevables.

Une lettre de notification, signée par le Président du Syndicat ou son représentant, précise les subventions prévisionnelles attendues, le taux et le montant de participation de la commune, les conditions de versement et le calendrier d'implantation des nouvelles bornes.

A réception, la commune s'engage par délibération à :

- transférer la compétence IRVE au SDE 24,
- mettre à disposition le terrain d'implantation dans les conditions pré-définies,
- financer 80% du montant HT de l'implantation comprenant la fourniture du matériel + la pose + le raccordement au réseau,
- signer la convention.

Article 5.4 : déplacement d'une borne sur demande de la commune

Lorsqu'une commune demande le déplacement d'une borne de recharge dans le cadre d'un projet communal ou intercommunal d'aménagement, la commune, après en avoir informé le SDE 24 et défini avec lui le nouvel emplacement, prendra à sa charge l'ensemble des frais liés à ce déplacement, soit :

- La dépose et repose de l'infrastructure de recharge, avec si nécessaire protection mécanique,
- Le génie civil, dont raccordement au réseau de distribution publique d'électricité,
- Les aménagements, intégrant la réalisation des signalétiques horizontales et verticales
- La remise en état du site initial

Ces travaux seront réalisés par l'entreprise en contrat avec le SDE 24. La demande de raccordement sera réalisée par le SDE 24.

Au cas où la commune ne souhaiterait plus de borne, le SDE 24 et la nouvelle commune d'implantation (participant à hauteur de 80%) prendrait à sa charge la repose, le génie civil et les aménagements sur le nouveau site. La commune demandeuse du dépôt prendrait à sa charge l'intégralité du dépôt et de la remise en état.

Article 5.5 : Modernisation des bornes

Le SDE 24 est en veille continue pour offrir aux utilisateurs des bornes correspondant aux évolutions technologiques. Il prend à sa charge ces évolutions.

Article 5.6 : Financement du fonctionnement

Les couts de fonctionnement (maintenance, exploitation, fourniture d'électricité) sont pris en charge par le SDE 24 et les usagers.

Article 5.7 : Recouvrement des contributions

Le paiement des contributions dues par la collectivité s'effectuera, dès la réception des travaux, dans le délai prévu par la comptabilité publique et en fonction des travaux demandés par la collectivité.

A réception de l'avis des sommes à payer transmis par la Paierie Départementale, la commune s'engage à honorer le paiement, dans les délais légaux.

Article 5.8 : Rapport annuel d'exploitation

Dans la limite des informations qu'il détient, le SDE 24 rend compte, périodiquement à chaque collectivité adhérente, de sa mission à travers un rapport annuel d'exploitation comprenant :



- l'inventaire technique et quantitatif du patrimoine,
- le bilan des travaux réalisés,
- Inventaire quantitatif de l'utilisation des bornes, en rapport avec le reste du parc
- L'évolution de l'utilisation des bornes sur la commune

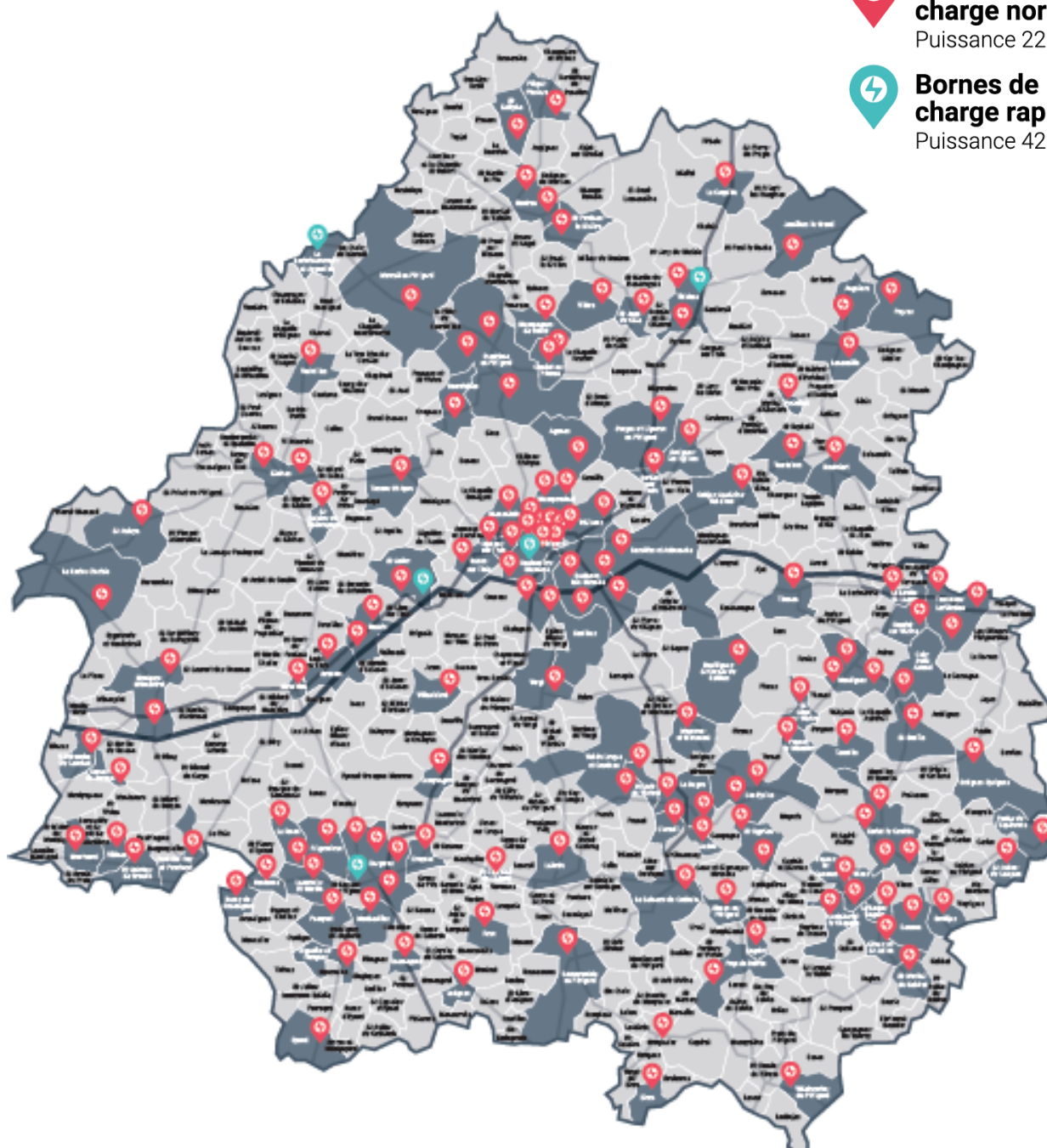
CHAPITRE 6 – SCHEMA DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES IRVE

L'électro-mobilité a vocation à se développer rapidement. Règlementairement, de nouvelles obligations se font jour. Il apparait important d'anticiper et de construire un écosystème raisonné avec les acteurs privés. Pour cette raison, mais aussi avec l'ambition de réfléchir aux conditions d'un nouveau déploiement / renouvellement des IRVE publics, le SDE 24 est autorisé à lancer un schéma directeur départemental qui viendra mobiliser un large écosystème (aménagement du territoire, mobilité, tourisme, énergie...).

Celui-ci permettra aussi de réfléchir à la communication à mener pour valoriser les bornes localement mais aussi à la promotion possible sur cette électromobilité.

ANNEXE 1 : Liste des bornes

-  **Bornes de charge normale**
Puissance 22 kW
-  **Bornes de charge rapide**
Puissance 42 kW



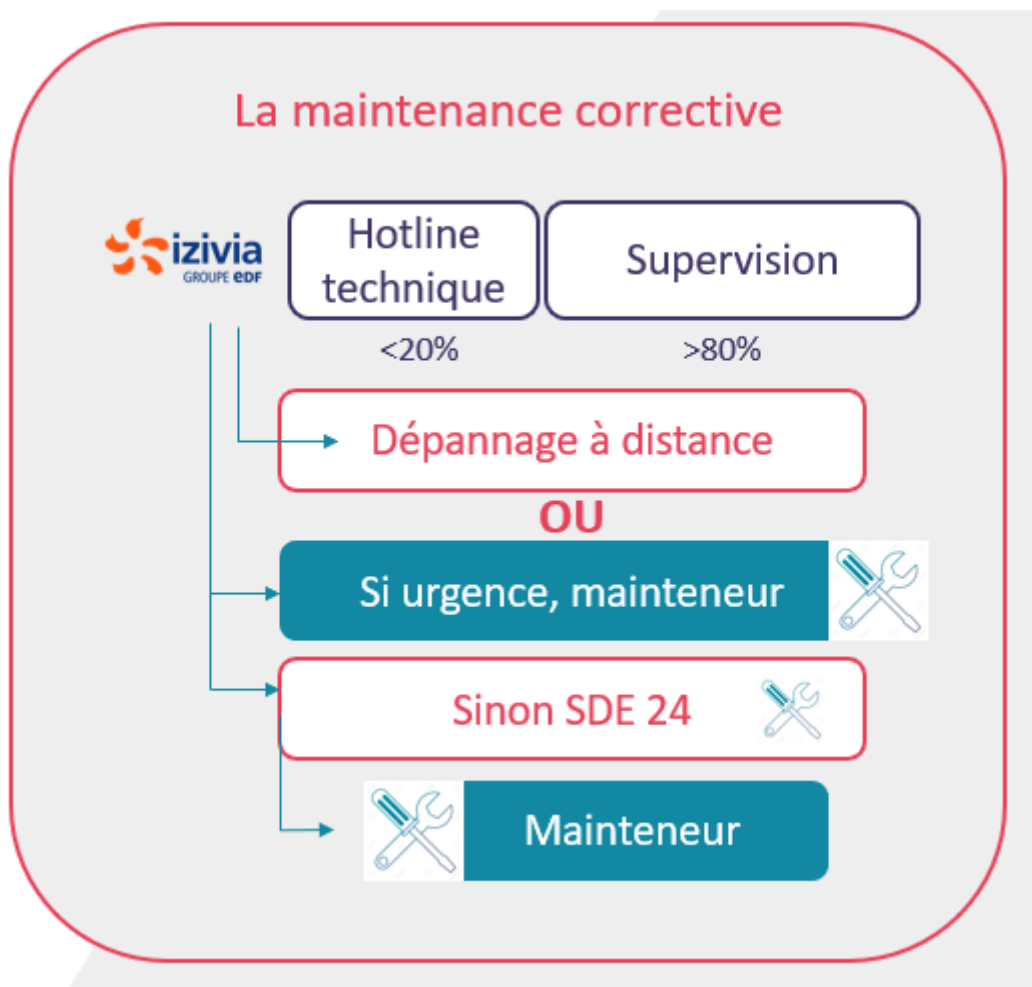
Secteur	Borne
1	CONDAT SUR VEZERE - Place Des Ecoles
1	EXCIDEUIL - Place A.Moulinier
1	HAUTEFORT - Rue Bertran De Born
1	LA BACHELLERIE - Aire De Covoiturage - RAPIDE - VANDALISEE
1	LANOUAILLE - Rue Du Pont Lasveyras (Parking)
1	LE LARDIN - Place Henri Faure
1	PAYZAC - Place De La Poste, Espace Jean-Pierre Timbaud
1	TERRASSON - Parking Jeanne D'Arc
1	TERRASSON - Place Marcel Paul
1	TERRASSON - Place Yvon Delbos
1	TOURTOIRAC - Place Du Château
2	BEAUMONT DU PERIGORD - Place De La Halle
2	CREYSSE - Place De La Creyssette
2	LALINDE - Avenue Jean Moulin
2	LE BUISSON DE CADOUIN - Place Mianne
2	SAINT CAPRAISE DE LALINDE - D660 - Aire de campings-cars
3	BELVES - Esplanade De La Brèche (Parking)
3	BIRON - Parking Bellevue
3	MONPAZIER - Place Du Foirail Nord
3	SAGELAT - Auberge De La Nauze (Parking)
3	SIORAC EN PERIGORD - Zone Commerciale
3	VILLEFRANCHE DU PERIGORD - Place Du 19 Mars
4	BOURDEILLES - Le Parc (Place Du Foirail)
4	BRANTOME - Boulevard Charlemagne (Parking)
4	BRANTOME - Chemin Du Vert Galant (Parking Des Reclus)
4	CHANCELADE - Parking Mairie Rue André Maurois
4	COULOUNIEUX CHAMIERES - Place De La Mairie
4	COULOUNIEUX CHAMIERES - Place Yves Péron - RAPIDE
4	MARSAC SUR L'ISLE - Impasse Du Vieux Moulin
4	MARSAC SUR L'ISLE - Place De La Poste
4	RAZAC SUR L'ISLE - Place Roger Gauthier
4	SAINT CREPIN DE RICHEMONT - Place Du Foirail
4	TOCANE SAINT APRE - Place Des Tilleuls
5	CASTELNAUD LA CHAPELLE - Tournepique
5	CAZOULES - Place D'Alsace
5	CENAC - Route De St Martial D46
5	DOMME - L'Esplanade (Parking) - Rue Du Repos
5	GROLEJAC - Parking Zone Commerciale
5	SAINT JULIEN DE LAMPON - Parking Mairie
5	SAINT MARTIAL DE NABIRAT - Parking Multiple Rural
6	LA ROCHEBEAUCOURT - Parking Bascule - Rue De Ribérac - RAPIDE
6	MAREUIL EN PERIGORD - Place De La Félibre

6	VERTEILLAC - Parking Des Vieux Métiers - Le Bourg
7	AUDRIX - Le Bourg (Parking Piscine)
7	LE BUGUE - Place Du Pré Saint Louis
7	LE BUGUE - Place Léopold Salme
7	LES EYZIES - Avenue De La Préhistoire
7	LES EYZIES - Parking Avenue De La Forge
7	LIMEUIL - Le Bourg (Parking Du Stade) - INONDEE
7	MAUZENS ET MIREMONT - Parking Du Stade
7	MONTIGNAC - D706 - Zone Commerciale Lacoste
7	MONTIGNAC - Parking Lascaux - D704E1
7	MONTIGNAC - Parking Rue Des Sagnes
7	PEYZAC LE MOUSTIER - D6 - Parking Salle Des Fêtes
7	ROUFFIGNAC SAINT CERNIN DE REILHAC - Place 31 Mars
7	SAINT AVIT DE VIALARD - Parking Salle Des Fêtes
7	SAINT LEON SUR VEZERE - Le Bourg - Parking Camping Cars
7	SAINTE ALVERE - Parking Avenue Jules Ferry
8	CHAMPAGNAC DE BELAIR - Parking Avenue Charles Serre
8	CONDAT SUR TRINCOU - Mademoiselle Dessert - Parking du Personnel - Arrière
8	CONDAT SUR TRINCOU - Mademoiselle Desserts - Parking Avant
8	NONTRON - Boulevard Gambetta (Parking)
8	NONTRON - Impasse Notre Dame (Parking St Sauveur)
8	PIEGUT PLUVIERS - Rue Des Alliés Place Du Marché
8	SAINT ESTEPHE - Parking Du Roc Branlant
8	SAINT PARDOUX LA RIVIERE - Place Du 8 Mai
8	VILLARS - Parking Cimetière
9	ANGOISSE - Rouffiac - Base loisirs
9	JUMILHAC - Place Du Château
9	LA COQUILLE - Place Boyer De La Veyssière
9	SAINT JEAN DE CÔLE - Parking Tennis
9	THIVIERS - Place De La Libération - RAPIDE
9	THIVIERS - Place Du Champ De Foire
9	THIVIERS - Place Jean-Paul Sartre
10	AGONAC - Rue Du Stade
10	BASSILLAC ET AUBEROCHES - Rue Jacques Prévert
10	BOULAZAC - Avenue De L'Agora (Mairie)
10	BOULAZAC - Place Mandela
10	CHAMPCEVINEL - Aquacap
10	CHAMPCEVINEL - Rue Louis Aragon
10	CUBJAC - Place Du 19 Mars 1962
10	NOTRE DAME DE SANILHAC - Place De La Mairie
10	NOTRE DAME DE SANILHAC - Place Du 19 Mars
10	SAINT LAURENT SUR MANOIRE (BOULAZAC ISLE MANOIRE) - Parking Mairie
10	SAINT LAURENT SUR MANOIRE (BOULAZAC ISLE MANOIRE) - ZA du Grand Font
10	SARLIAC SUR L'ISLE - Parking Rue Du Stade
10	SAVIGNAC LES EGLISES - Place Du 19 Mars

10	SORGES-ET-LIGUEUX-EN-PERIGORD - Place Jean Daniel
10	THENON - Rd 6089 - Parking Gendarmerie
10	TRELISSAC - Parking Avenue Georges Pompidou
10	TRELISSAC - Place Napoléon Magne
11	LA ROCHE CHALAIS - Place De L'Etoile
11	MUSSIDAN - Rue Raymond Villechanoux - Parking De La Gare
11	NEUVIC - Parking Centre Multimedia, Rue Des Frères Pouget
11	NEUVIC - Place Du Chapdal
11	RIBERAC - Place Général de Gaulle
11	RIBERAC - Place Pradeau Débonnière
11	SAINT ASTIER - Place Du 19 Mars 62 - RAPIDE
11	SAINT ASTIER - Rue Amiral Courbet
11	SAINT AULAYE PUYMANGOU - Place Du Champ De Foire
11	SAINT SULPICE DE ROUMAGNAC - Parking Le Donzac
11	SOURZAC - Parking De La Mairie
12	BEYNAC ET CAZENAC - Place D'Alsace
12	LA ROQUE-GAGEAC - Place Du 8 Mai
12	SAINT AMAND DE COLY - Place De La Gare
12	SAINT CYPRIEN - Avenue De Sarlat Parking Comcom
12	SAINT CYPRIEN - Place Mackenheim
12	SAINT GENIES - Place De La Gare
12	SALIGNAC EYVIGUES - Place De La Mairie
12	SARLAT LA CANEDA - Avenue Aristide Briand
12	SARLAT LA CANEDA - Place De La Libération
12	SARLAT LA CANEDA - Place Des Cordeliers
12	SARLAT LA CANEDA - Place Du Marché Aux Noix
12	TAMNIES - Place Salle Des Fêtes
12	VEZAC - Place Régis Magnol
13	BERGERAC - Aire De Covoiturage - Pombonne - RAPIDE
13	BERGERAC - Gare De Bergerac (Parking)
13	BERGERAC - Place Du Foirail
13	BERGERAC - Rue Candillac (Mairie)
13	BERGERAC - Rue Mounet-Sully
13	BOUNIAGUES - Parking N21
13	EYMET - Parking Parc Relais - Départementale 18
13	FAUX - D22 - Parking Mairie
13	GARDONNE - Rue De La Mairie
13	ISSIGEAC - D14 - Parking
13	LAMONZIE SAINT MARTIN - Parking Avenue De Bergerac
13	MONBAZILLAC - Parking du Sémillon
13	POMPORT - Parking Salle Des Fêtes
13	PRIGONRIEUX - Rue Du 19 Mars 1962
13	RAZAC DE SAUSSIGNAC - Le Bourg - Place De La Mairie
13	SIGOULES - Parking Route De Perthus
14	CAMPSEGRET - Parking De La Mairie

14	VERGT - Place Charles Mangold
14	VILLAMBLARD - Avenue Edouard Dupuy
15	CARSAC DE GURSON - Base De Loisirs
15	LA FORCE - Parking Avenue Des Ducs De La Force
15	LA FORCE - Rue De La Libération - Parking Espace Socioculturel
15	MONTCARET - Place Tournier
15	MONTPON MENESTEROL - Place Du Foirail
15	MONTPON MENESTEROL - Place Gambetta
15	PORT SAINTE FOY ET PONCHAPT - Place Du 8 Mai
15	SAINT ANTOINE DE BREUILH - Le Bourg (Place De La Halle)
15	VELINES - Zone Des Reaux - Face à la pharmacie
15	VILLEFRANCHE DE LONCHAT - Rue Bugeaud
16	PERIGUEUX - Cours Saint Georges
16	PERIGUEUX - Cours Tourny
16	PERIGUEUX - Parking De La Gare - BORNE ENLEVEE
16	PERIGUEUX - Parking Du Centre Hospitalier
16	PERIGUEUX - Parking Rue 26Ème Régiment D'Infanterie
16	PERIGUEUX - Place Francheville
16	PERIGUEUX - Rue Wilson

ANNEXE 2 : Schéma de maintenance



ANNEXE 3 - Implantation des places de stationnement

Les dimensions minimales des emplacements de stationnement sont définies par analogie aux modalités de marquage, elles-mêmes définies pour ce qui concerne le marquage sur chaussée par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière principalement par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, par l'arrête du 7 juin 1977 modifié et par les normes NF-P-91-100 et NF P 91-120 auxquelles il convient de se référer.

SCHÉMAS DE PRINCIPE

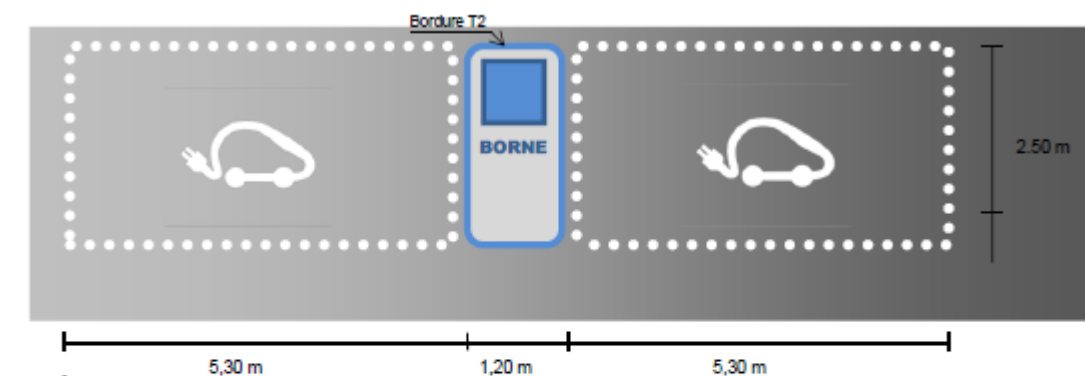


SCHÉMA 1 : STATIONNEMENT LONGITUDINAL

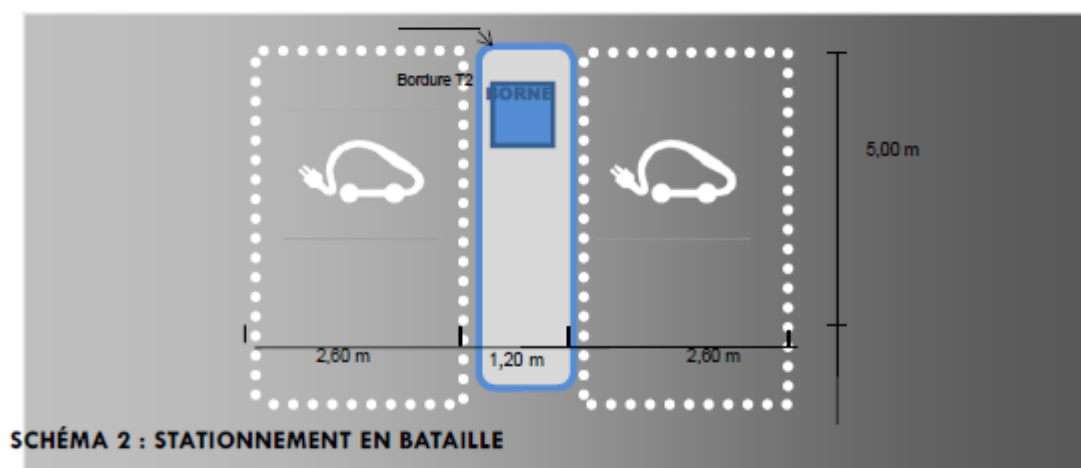


SCHÉMA 2 : STATIONNEMENT EN BATAILLE

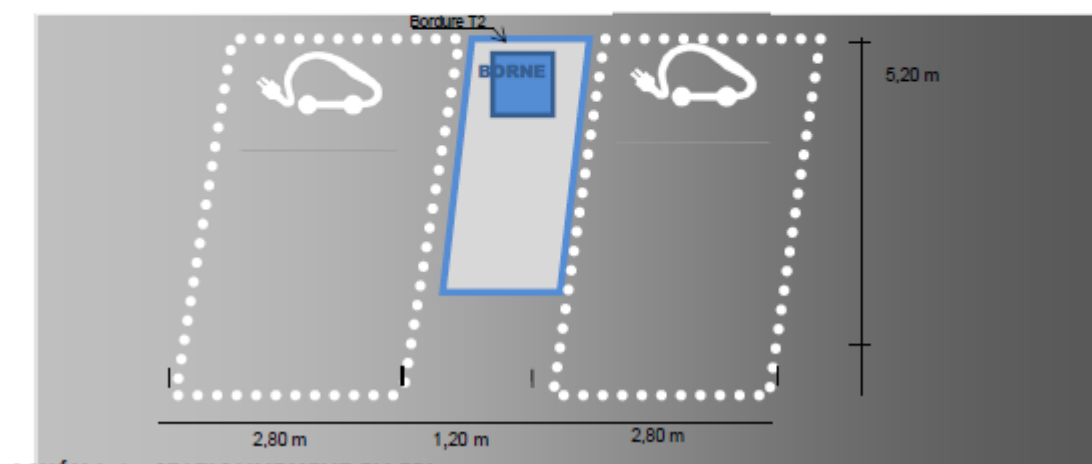


SCHÉMA 3 : STATIONNEMENT EN EPI

ANNEXE 4 - Conduite à tenir en cas de dommages

